

## Paradoxe associatif

D'un côté, un monde associatif en butte à un « profond changement de paradigme économique ». Autrement dit pour ces structures, principales pourvoyeuses d'emplois dans l'économie sociale, une situation d'« atonie » de l'emploi, voire de récession, face à la raréfaction des ressources (à 50% publiques) et un manque chronique de trésorerie, comme l'a remarqué une récente commission d'enquête parlementaire. Et de l'autre côté, des pouvoirs publics (ministère de la Ville) qui en appellent à la « mobilisation des associations pour la citoyenneté » à la suite des tragiques attentats du début de l'année. Cherchez l'erreur ?

PB (ESI)

## Région : deux sortants en campagne

**Présidents sortants d'Aquitaine et Poitou-Charentes**, Alain Rousset et Jean-François Macaire vont s'affronter le 5 février dans la primaire pour l'investiture socialiste en vue de l'élection pour la présidence de la future grande région prévue en décembre prochain. Selon quelques observateurs, la future entité est l'une des grandes régions qui pourraient rester à gauche. Pendant ce temps, les exécutifs, les directions

générales, différentes instances régionales et entreprises multiplient les rencontres préparatoires à la fusion. A noter que dans sa campagne, J.-F. Macaire, « candidat des villes moyennes », mise sur le développement de l'économie sociale et solidaire et la transition énergétique, A. Rousset (qui part favori) met en avant sa légitimité, sa « compétence » et son bilan en matière d'économie, d'emploi et d'innovation.

### Carole Delga privilégiera la Région

Secrétaire d'Etat en charge du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'ESS, C. Delga est candidate à l'investiture sociale en vue de la présidence de la future grande région réunissant Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Carole Delga veut succéder au PS Martin Malvy en constituant un « ticket » avec l'actuel président de Languedoc-Roussillon, Damien Alary. La secrétaire d'Etat à l'ESS s'est engagée à être « candidate en campagne à 100% », si elle est investie, annonçant d'ores et déjà son retrait du gouvernement au démarrage de la campagne, soit probablement à la rentrée de septembre.

### > PARTENARIAT RÉGIONAL D'INNOVATION

Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin figure parmi les cinq grandes nouvelles régions qui vont expérimenter le dispositif « partenariats régionaux d'innovation » (via des appels à projets financés par Bpifrance). Ce dispositif a été sollicité par Alain Rousset pour soutenir le programme « Usine du futur ». Chaque région recevra une enveloppe de 10 M€, financée dans le cadre du programme d'investissement d'avenir et qui devra en apporter autant. Par ailleurs, Bpifrance a pour la première fois intégré l'innovation sociale comme critère de financement dans son référentiel 2015.

> **ESS ET DÉVELOPPEMENT RURAL** Le 3<sup>ème</sup> appel à projets de l'économie sociale et solidaire lancé par le gouvernement (avec le commissariat général à l'investissement

et la Caisse des dépôts) comporte 4 thématiques : tourisme social, transition énergétique et écologique, revitalisation des territoires ruraux et économie du partage. Ces thématiques ont été choisies pour contribuer au développement territorial, particulièrement rural. L'investissement minimum a été fixé à 150.000 euros (500.000 euros pour le tourisme social), afin de favoriser les petites structures. Dans le cadre du précédent appel d'offres, lancé fin 2013, centré sur l'économie circulaire, les circuits courts et l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, 8 projets avaient été sélectionnés (pour un total de 5M€ d'engagements et 400.000 € de ticket d'entrée), dont parmi eux la structure d'insertion La Tresse (déchets textiles), basée en Dordogne. ([localtis.info](http://localtis.info))

### > DROIT D'INFORMATION, MISSION PARLEMENTAIRE

Le gouvernement a confié une mission parlementaire à Fanny Dombre-Coste, députée PS de l'Hérault, chargée d'établir un premier constat sur les conditions de mise en œuvre du droit d'information préalable (DIP) des salariés en cas de cession des entreprises, et plus largement sur les recommandations qui peuvent être avancées pour faciliter les transmissions et reprises d'entreprises.

Ce DIP, très discuté par le patronat, a été institué au début de l'année par décret dans le cadre de la loi ESS, afin notamment d'encourager les reprises sous forme de société coopérative et participative (Scop). Les conclusions de cette mission parlementaire sont attendues d'ici le 15 mars.

# Nuage de Cigales sur le Poitou-Charentes

**Les Cigales Poitou-Charentes poursuivent leur belle dynamique depuis 5 ans avec plus de 30 clubs d'épargnants solidaires et un bilan 2014 plutôt élogieux.**

**UN NOUVEAU CLUB D'ÉPARGNANTS SOLIDAIRES**, Imago à Niort, vient de rejoindre les 30 déjà regroupés au sein de l'Association régionale des Cigales (1) de Poitou-Charentes dont c'est l'un des points forts. En attestent les chiffres publiés dans sa dernière infolettre (résultats de 2014): des investissements en hausse de 50 % à 54.000€ au profit d'«entreprises locales, non délocalisables et respectueuses de l'homme dans l'environnement». Ce qui se traduit par la création de 19 emplois, 13 se trouvant consolidés (49 emplois créés en 5 ans, 31 consolidés et 759 emplois complémentaires -intermittents, salariés en

insertion, entrepreneurs individuels en espace de travail partagé- avec plus de 140.000 € investis). De bons chiffres permis par la mobilisation de 350 Cigalières et cigaliers. Ce soutien va au-delà du financier: 28 des entreprises aidées ayant bénéficié d'un accompagnement. Récent exemple, en Charente, le club Le Germoire vient d'investir 3.000 € auprès de l'association Initiatives locales environnementales et solidaires pour la création d'un atelier de fabrication artisanale de coussins à partir de résidus agricoles. (1) Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire

**POST-IT DU CÔTÉ DES SCOP** L'entreprise Brionne, spécialisée en quincaillerie décorative (sites de production à Dangé St-Romain-86) a été reprise en Scop (société coopérative et participative) par une trentaine de ses salariés en octobre dernier après un dépôt de bilan six mois plus tôt. L'idée est venue en partie de l'aventure voisine d'Arfeo-Buroform aujourd'hui en liquidation. A Brionne, le plan de financement s'est établi à 1,1 M€, avec un apport de 300.000 € des salariés, à quoi se sont ajoutés divers dispositifs d'aides (bourse régionale, Vienne Initiative, France Active, Urscop, CGScop), une seule banque, le Crédit coopératif accordant un prêt. Tout en saluant cette reprise, l'élu régional Guy Eyermann, demande, à la lumière de l'expérience Buroform, que l'aide des collectivités aille au-delà de l'aspect financier, plaidant pour un accompagnement et une formation des «salariés actionnaires». Estelle Rodon, co-gérante de la Scop qui gère un éco-camping et un atelier de fabrication de Yourte (Arçais) a été élue présidente de la Coordination pour la défense du Marais poitevin (CDMP). (NR, Centre-Press)

**COOPÉRATION AGRICOLES | L'ACTIVITÉ SERVICE** L'hebdo agricole de Charente-Maritime "L'Agriculture charentaise" (édition du 30/01) consacre plusieurs pages d'enquête au développement des services en agriculture, notamment dans le secteur coopératif. De son côté, Terrana Poitou (5010 adhérents sur la Vienne et les Deux-Sèvres, 178 salariés et 235,5 M€ de CA en 2014) planche sur l'«agriculture de demain», avec des «sentinelles de la terre», des agriculteurs qui testent de nouvelles pratiques en «agriculture écologiquement intensive» respectueuse des éco-systèmes mais aussi l'introduction du lupin et du lin dans les cultures, aliments pour le bétail traités à l'usine Ekoranda à Ingrandes (86). (NR, terrana.fr)

**PATRONAT | FRANÇOIS ASSELIN, PRÉSIDENT DE LA CGPME**

François Asselin, entrepreneur du bâtiment originaire de Thouars (79), a été élu à la présidence du syndicat patronal CGPME où il succède à Jean-François Roubaud. Vice-président de la Fédération française du bâtiment, François Asselin est le patron de la société Asselin SAS (charpente, menuiserie, ébénisterie) qui a participé au chantier de construction de la frégate Hermione à Rochefort.

## L'«anti-Monopoly» des Cigales

Les Cigales ont développé un jeu de plateau, Frisco, qui leur sert de support d'animation. Le but : apprendre en jouant à développer une activité dans le secteur social et solidaire, une sorte d'«antithèse du Monopoly», comme l'a testé le média "Say Yess", mais qui repose sur de vrais projets qui ont été proposés et portés par les cigaliers, comme l'explique Jean-Yves Angst, président des Cigales Poitou-Charentes. Sur les cartes "financeurs", on trouve Initiative France, l'Adie, la Nef, etc. Le jeu est basé sur le parcours et les démarches que doit accomplir l'entrepreneur social.

## INSERTION | DES RESSOURCES SOLIDAIRES POUR L'IAE

La Direccte de Poitou-Charentes et l'unité territoriale de Charente-Maritime organise le 5 février à Rochefort (palais des congrès), une rencontre régionale sur le thème «les ressources solidaires en appui du secteur de l'IAE et du développement des structures». Cette journée montée en partenariat avec des réseaux de l'IAE, Iris et IPCA, a pour but d'apporter de l'information sur les «différentes alternatives en termes de financement ou d'apport de compétence». (Iris)

# Lumo au chevet de la transition énergétique

«**A**VEC CE SYSTÈME PARTICIPATIF, NOUS CONTRIBUONS À REPREN-  
DRE NOTRE DESTIN EN MAINS», dit Isabelle Autis-  
sier, la navigatrice rochelaise qui en souscrivant  
en ligne à la plateforme Lumo-France a laissé ce  
commentaire : «Investir au côté de Lumo, c'est  
créer ici et maintenant les conditions d'émergence  
de l'énergie que nous voulons». La plateforme de  
financement participatif Lumo-France, basée à  
La Rochelle, a innové en adaptant les méthodes  
du crowdfunding au secteur de l'investissement  
responsable, avec cette spécificité unique en  
France, une contribution au financement de la  
transition énergétique.

L'idée est née en 2011 de la rencontre entre Ale-  
xandre Raguet, ingénieur expert en finance et  
énergies renouvelables, et de Marie Pons, écono-  
miste spécialisée en micro-finance, inspirés par  
les concepts de social business de Muhammad  
Yunus, le père du micro-crédit. En octobre derni-  
er, Lumo a fait partie des premières plateformes  
à décrocher la label de conseiller en investisse-

ments participatifs décerné par l'AMF, l'Autorité  
des marchés financiers. Dernier accessit, le part-  
nariat avec Sergies, société d'économie mixte lo-  
cale, basée à Poitiers regroupant 265 communes  
de la Vienne et du Maine-et-Loire (à l'origine du  
premier parc éolien dans la Vienne), engagée  
dans l'accompagnement du développement des  
énergies renouvelables. Ce partenariat a abouti  
fin novembre avec l'appel à financement en  
cours de deux installations photovoltaïques dans  
la Vienne, une entreprise d'éco-construction et  
une exploitation agricole familiale tournée vers  
l'élevage. ([lumo-france.com](http://lumo-france.com))

**Près de 80.000 euros déjà collectés** pour les deux pro-  
jets solaires en partenariat mis en ligne sur la plat-  
forme Lumo-France à un peu moins de deux semaines  
de la clôture de la souscription. A noter que le Crédit  
coopératif en Poitou-Charentes en assure la promotion  
dans ses agences (La Rochelle, Niort, Poitiers).

## POST-IT CRESS | AFFAIRES : UN ESSPRESSO

**EN FÉVRIER** La Cress Poitou-Charentes organise le jeudi  
19 février la 6<sup>e</sup> édition de ses Espresso à Poitiers. Ces  
rendez-vous d'affaires, démarrés en 2013, ont pour but de  
connecter les entreprises de l'économie sociale et solidaire  
et prennent la forme d'une succession de 5 rendez-vous  
d'affaires en une matinée avec d'autres professionnels pour  
faire connaître un projet, une offre, un service. Ces rendez-  
vous sont programmés par la chambre régionale. En 2014, 4  
Espresso ont été organisés réunissant 206 participants (518  
rendez-vous d'affaires) avec un taux de satisfaction de 96%  
(120 coopérations envisagées et 10 conventions signées). Le  
rendez-vous du 19 février aura lieu au Creps de Boivre, près  
de Poitiers. (contact : [Emilie Ballon, Cress, tél. 05 49 50 71 53](mailto:Emilie.Ballon@Cress.fr))

## BANQUE COOPÉRATIVES | DES PASSERELLES AVEC LE

**CRÉDIT AGRICOLE** Deux nouvelles conventions ont été  
signées à l'occasion de la journée de formation des respon-  
sables bénévoles des Points Passerelle du Crédit agricole  
Charente-Périgord, avec la MSA des Charentes et la société  
de contrôle automobile Dekra. Le dispositif Passerelle est  
une action d'accompagnement auprès de la clientèle la plus  
fragile de la banque coopérative. Yann de Roquefeuil, di-  
recteur communication et marketing de CACP explique que

«80% des personnes rentrant dans le dispositif Passerelle  
sortent avec une situation complètement rétablie». Le Crédit  
Agricole veut d'ailleurs renforcer ce dispositif avec la créa-  
tion d'un poste dédié à Périgueux. ([creditagricole.info](http://creditagricole.info))

## ART-CULTURE | UNE CAE SPÉCIALISÉE À L'ÉTUDE

Consortium, bureau de production associatif spécialisé  
dans les projets transdisciplinaires, le spectacle vivant,  
les musiques actuelles, et les arts visuels, basé à Poitiers,  
vient de lancer une étude de préfiguration d'une coopéra-  
tive d'activité et d'emploi (CAE) artistique et culturelle en  
Poitou-Charentes. Cette étude est co-financée par le conseil  
régional. Le projet vise à construire. Les CAE sont des  
coopératives de personnes regroupant des entrepreneurs  
salariés dont le statut vient d'être institué par la loi-cadre de  
l'ESS. ([consortium-prod.fr](http://consortium-prod.fr))

## EcoSocial Info

édité par EcoSocial Presse, agence  
régionale d'information spécialisée  
en économie sociale

Directeur de la publication, journaliste : **Patrice Boccanfuso**

[p.boccanfuso@ecosocial-info.com](mailto:p.boccanfuso@ecosocial-info.com)

Tél. 06 79 42 47 72

La Gilardie 24600 Saint-Sulpice-de-Roumagnac

ISSN, commission paritaire : en cours

[www.ecosocial-info.com](http://www.ecosocial-info.com)

# Enjeux et perspectives après la loi de l'ESS

**Pour Hugues Sibille, la loi ESS a consacré la place de l'entrepreneuriat social dans cette famille, à charge pour celui-ci de bien négocier «la phase deux», c'est-à-dire le décollage, en respectant au mieux les principes (dont la transparence) et les interactions. L'auteur et universitaire Michel Audigier se montre beaucoup plus pessimiste sur la portée réelle du champ de l'économie sociale.**

**HUGUES SIBILLE, NOUVEAU PRÉSIDENT DU LABO DE L'ESS**, l'un des think tanks de l'économie sociale et solidaire, tire les enseignements du nouveau paysage du secteur, après l'adoption de la loi cadre. Loi de l'ESS qui a vu l'apparition de l'entrepreneuriat social dans ce paysage comme membre à part entière de la famille.

Ce mouvement a tendance à prendre la lumière, explique Hugues Sibille : place notable au Salon des entrepreneurs, outils dédiés mis en place par les banques et la sphère financière, accent mis par les Régions sur l'innovation sociale, médiatisation à la hausse. Mais parmi les enjeux que définit le successeur de Claude Alphandéry à la présidence du Labo de l'ESS figure celui de «tenir la promesse», c'est-à-dire «créer des modèles économiques robustes» alors que «certains entrepreneurs sociaux confondent parfois leur revue de presse et leur chiffre d'affaires...» Et de recommander chaudement d'«entrer nettement dans la reddition des comptes, avec des processus et indicateurs convaincants de mesure d'impact et de respect des principes».

Les autres enjeux : un «changement d'échelle» avec l'«émergence d'entreprises sociales de taille intermédiaire» (ESTI, entre 250 et 4.000 salariés), ne serait-ce que pour démentir l'idée que la croissance implique forcément le «passage au pur lucratif»; la cohabitation en «bonne intelligence» entre le monde associatif et l'entrepreneuriat social qui vont de plus en plus partager les problématiques. Bref, obtenir

une «biodiversité positive» entre les trois strates historiques du secteur de l'ESS, économie sociale, économie solidaire et entrepreneuriat social.

## *L'économie sociale s'est retirée de la production de richesses*

L'universitaire Michel Audigier, auteur de «L'économie sociale d'hier à aujourd'hui» (Ed. Ellipses), ne va jusque là, n'intégrant même pas la loi ESS et encore moins l'entrepreneuriat social. «L'économie sociale s'est retirée de la production de richesses, se concentrant sur sa répartition (...) L'expression même d'économie solidaire me perturbe car elle implique que l'ES ne soit plus solidaire. Or, c'est l'un de ses principes», regrette-t-il. Laquelle économie sociale, remarque Michel Audigier, «s'est retirée de la production de richesses, se concentrant sur sa répartition». Avec cette ambiguïté, «centrée sur le champ social, (elle) apporte (des réponses) dans des domaines importants (loisirs, sports, culture, santé), mais en même temps, elle se nourrit en effet de la crise et c'est un vrai paradoxe.»

Michel Audigier remarque encore que les associations dominent le paysage de l'économie sociale «mais les belles réussites sont les mutuelles parce qu'elles ont emprunté le chemin de la banque (...)» prospérant sur «les insuffisances de la sécurité sociale».

## L'AGENDA

**DU LUNDI 2 AU VENDREDI 6 FÉVRIER**

**EXPO "HALTE À LA POLLUTION INTÉRIEURE"** Organisée par la Mutualité française Poitou-Charentes 9h-12h, 14h-18h30 Centre social de Tasdon-Bongraine-Les Minimes (La Rochelle-17)

**SEMAINE DU MICRO-CRÉDIT** Organisée par l'association Adie en Poitou-Charentes (<http://www.adie.org/semaine-du-micro-credit-de-adie>)

**MARDI 3 FÉVRIER**

**RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE** Petit déjeuner organi-

sé par la CCI 79 avec l'avocate Sophie Pelicier Loevenbruck A 8h30, CCI Niort-79

**ATELIER FIL MAUVE** Lancement du cycle de formation pour les aidants, accompagnement d'un parent malade d'Alzheimer De 14h à 16h, Centre social culturel Louis Aragon, Angoulême-16

**JEUDI 5 FÉVRIER**

**LES RESSOURCES SOLIDAIRES** En appui du secteur de l'IAE (insertion par l'activité économique), journée organisée par la Dircrte Poitou-Charentes, en partenariat avec l'Iris et l'IPCA Palais des congrès Rochefort 17